Séance du 19 décembre 2019

L'An Deux Mil dix-neuf, le 19 décembre à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal, de la commune de PONT-MELVEZ, régulièrement convoqués, se sont réunis au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Madame SCOLAN Marie-Thérèse, Maire.

Étaient présents : SCOLAN Marie-Thérèse, CHAMBRY Rémy, LOZAC'H François, BOUILLENNEC Jean-Noël, PIERRE Nathalie, CHAOU Bernard, DIRIDOLLOU René, THORAVAL Daniel, Le FLOHIC Annie, PASQUIOU Éric, CHEVANCE Loïc, SEGER Sylvia formant la majorité des membres en exercice.

Absents : DENES Didier, LE QUELLENNEC-SAVIDAN Cécile, COATLEVEN Stéphane.

François LOZAC'H a été élu secrétaire de séance.

2019-08-01 : DEMANDE de DIMINUTION de DUREE HEBDOMADAIRE de SERVICE :

Mme le Maire donne lecture du courrier de Mme Maryse Le POULARD, agent communal, occupant les fonctions d'ATSEM à l'école publique. Elle souhaite réduire sa durée hebdomadaire de service à partir du 19 janvier 2020 (actuellement 28 heures/semaine). Dans son courrier, elle rappelle l'historique de ses soucis de santé (longue maladie pendant 2 ans, 1 an à temps partiel thérapeutique). A la rentrée scolaire de septembre, le nombre d'enfants accueillis en maternelle a augmenté, et va s'accroître durant l'année scolaire. Cette charge supplémentaire de travail risque de la fatiguer davantage (des douleurs à l'épaule se font déjà ressentir depuis la rentrée). Face à cette situation, elle demande que sa durée hebdomadaire de service passe à 21 heures/semaine.

Mme le Maire souligne que Mme le POULARD est consciente qu'elle change de statut (elle quitte le régime de retraite CNRACL pour l'IRCANTEC).

Après délibération, le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité, de réduire la DHS de Mme Le POULARD passant de 28h/semaine à 21h/semaine. Mme le Maire est autorisée à saisir le comité technique du CDG 22, pour ce dossier. Quand la décision sera rendue, le tableau des effectifs sera modifié.

2019-08-02 : RECENSEMENT de la POPULATION – AGENTS RECENSEURS et REMUNERATION :

Le recensement de la population va se dérouler du 16 janvier 2020 au 15 février 2020. Pour mener à bien cette opération, deux agents recenseurs, recrutés et rémunérés par la commune, sont nécessaires pour réaliser la collecte des données indispensables à l'INSEE. Le recensement par internet sera proposé systématiquement dans chaque foyer. Cependant, la réponse papier reste possible pour les personnes ne pouvant utiliser internet.

La dotation forfaitaire de recensement d'un montant de 1 277 €, représentant la participation financière de l'Etat aux travaux engagés par la collectivité pour préparer et réaliser l'enquête de recensement, sera versée au second semestre 2020.

Pour la rétribution des deux agents recenseurs, Mme le Maire propose d'attribuer une rémunération de 850 € à chacun, accompagnée d'une indemnité de 200 € pour couvrir les frais kilométriques occasionnés (indemnité réduite si l'agent recenseur utilise le véhicule communal). Les charges salariales et patronales seront à la charge de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil :

- 1) Valide, à l'unanimité, la proposition de Mme le Maire d'attribuer 850 € à chaque agent recenseur,
- 2) Valide à l'unanimité, la prise en charge par la collectivité, des cotisations patronales et salariales,
- 3) Valide par 10 voix pour, la prise en charge des frais kilométriques à hauteur de 200 €, contre 2 voix pour une participation de 250 €.

2019-08-03 : DEVIS :

Pour les besoins du service technique communal, Mme le Maire donne lecture du devis de Triskalia de Bourbriac, pour l'acquisition d'un aspirateur. Le montant HT s'élève à 74.92 €, soit 89.90 € TTC.

Le Conseil, à l'unanimité, donne son accord pour cet achat. Mme le Maire est autorisée à signer le devis.

2019-08-04 : NEUTRALISATION BUDGETAIRE des AMORTISSEMENTS des SUBVENTIONS VERSEES pour l'ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

Mme le Maire donne la parole à Mr Rémy CHAMBRY, adjoint en charge des finances de la commune. Sur les conseils de la Trésorerie de Guingamp, Mr CHAMBRY annonce la possibilité pour les collectivités de neutraliser l'impact budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipement versées (article R 2321-01 du CGCT). Le compte 198 « neutralisation des amortissements des subventions d'équipements versées » est débité par le compte 7768 « neutralisation des amortissements des subventions versées », du montant des amortissements des subventions d'équipement versées. Le titre au compte 7768-042 permet de neutraliser la charge d'amortissement correspondant au mandat émis au compte 6811-042. Le mandat au compte 198-040 permet quant à lui de neutraliser la recette d'investissement au compte 28041642-040.

Cette pratique permet à la commune de ne pas procéder à un abondement automatique de la section d'investissement. Elle lui permet ainsi de garder une plus grande latitude en lui permettant d'affecter en investissement que ce qui lui est strictement nécessaire afin de combler les éventuels déficits d'investissement. Eu égard à la durée d'amortissement choisie pour le réseau d'assainissement

collectif et les montants en jeu, il semble opportun d'utiliser cette technique de neutralisation. Cette procédure est à renouveler tous les ans, pendant la durée de l'amortissement, soit 30 ans).

Après en avoir délibéré, le Conseil valide, à l'unanimité, cette pratique. Autorisation est donnée à Mme le Maire de procéder à l'écriture comptable ainsi définie.

2019-08-05 : DEMANDE de SUBVENTION :

Mme Le Maire donne lecture de la demande de subvention de l'OGEC de Guingamp :

- Lycée « Notre Dame » : 1 élève de Terminale (CULVERHOUSE Eloïse) a participé à un voyage pédagogique en Belgique du 02/12/2018 au 06/12/2019 pour un coût de 165 €/élève.

Le conseil municipal accorde, à l'unanimité, une subvention de 40 € pour ce voyage, versée à l'OGEC.

2019-08-06 : REVALORISATION des TARIFS COMMUNAUX :

Mme le Maire rappelle que le Conseil Municipal doit, annuellement, revaloriser ses tarifs communaux. Lecture est donnée des tarifs pratiqués actuellement :

* Tarifs des concessions au Cimetière :

- durée de 30 ans : 65 € pour 2 m², 130 € pour 4 m²,
- durée de 50 ans : 80 € pour 2 m², 160 € pour 4 m²,
- Colombarium : 200 € pour 25 ans.

* Tarifs de la cantine scolaire :

- 1.90 € pour les enfants,
- 3.25 € pour les adultes.

* Tarifs de la garderie scolaire :

- 0.80 € l'heure.

* Tarifs du transport scolaire :

- 50 € pour un enfant par année scolaire,
- 100 € pour deux enfants par année scolaire,
- 125 € pour trois enfants par année scolaire
- 25 € par enfant supplémentaire.

* Tarifs de location de la salle polyvalente :

- 130 € pour les particuliers de Pont-Melvez,
- 150 € pour les particuliers de Pont-Melvez avec la vaisselle,
- 150 € pour les personnes extérieures à la commune,
- 170 € pour les personnes extérieures à la commune avec la vaisselle,

- 50 € pour les cafés d'enterrement avec vaisselle et chauffage compris, les vins d'honneur et les réunions d'associations extérieures à la commune.

- forfait de 15 € pour le chauffage en sus pour la période du 1^{er} octobre au 30 avril.

Après en avoir délibéré, les Membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité, de ne pas revaloriser les tarifs communaux. L'application de ces tarifs est maintenue pour l'année 2020. Une précision est à apporter quant à l'application du tarif de location pour les cafés d'enterrement, les vins d'honneur et les réunions d'association extérieures à la commune : la vaisselle et le chauffage est compris dans le tarif pour ces réservations.

2019-08-07 : AUTORISATION d'ENGAGER, de LIQUIDER et de MANDATER des DEPENSES avant le VOTE du BP 2020 :

Selon les dispositions de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales, Mme le Maire demande aux Membres présents leur autorisation pour engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement jusqu'à l'adoption du vote du budget primitif 2020, et ce, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, donne son autorisation.

2019-08-08 : DECISION MODIFICATIVE :

Lors de l'élaboration du budget primitif 2019, le chapitre 022 « dépenses imprévues » a été crédité de 5 000 €.

Mme le Maire demande au Conseil Municipal, l'autorisation de virer 500 € du compte « dépenses imprévues » au crédit du compte 6218 « autre personnel extérieur ».

Désignation	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
D Chap. 022	500 €	
D 6218		500 €

DIVERS :

- Le permis de construire à Coat-Guégan a été validé.
- Projet « parcours santé » à Christ : une subvention de 13982 € a été accordée par le CUP du Pays de Guingamp (fonds européens).